

G5Terre solidaire et développement : des pays et des hommes
« L'agriculture intelligente », alibi climatique de l'agro-industrie

En 2014, des États – dont la France –, des acteurs non gouvernementaux et des organisations internationales se sont réunis au sein d'une « Alliance mondiale pour l'agriculture intelligente face au climat » (Global Alliance for Climate-Smart Agriculture). Cette alliance propose pourtant des réponses totalement inadaptées face aux défis climatiques et alimentaires. Il se trouve que l'objectif affiché de « l'Alliance mondiale pour l'agriculture intelligente face au climat » c'est de créer un environnement scientifique, politique et économique favorable au développement d'une agriculture qui [je cite] « augmente la productivité et l'adaptation des cultures de manière durable, favorise la réduction ou l'élimination des gaz à effet de serre, et améliore la sécurité alimentaire nationale et contribue à la réalisation des objectifs de développement du pays » [fin de citation]. Or, le concept de « climate-smart agriculture », sur lequel s'est construit l'Alliance mondiale (mais également des alliances régionales, comme entre les pays du Nord et l'Afrique), est notamment porté par les grands acteurs privés de l'agro-industrie, ainsi que par les pays présentant un secteur agro-industriel important. Ainsi, les acteurs de ce secteur y voient une opportunité d'autopromotion et de développement de nouveaux marchés –pour les biotechnologies et la pétrochimie –, et de nouvelles sources de revenus en monnayant à leur profit les cultures de rentes dans lesquels ils sont spécialisés comme le soja ou le palmier à huile, entre autres.

Mais on discerne aisément deux grandes dérives dans la mise en place de cette Alliance. La première dérive, c'est la légitimation d'un modèle agricole industriel à grande échelle, et elle sert d'alibi aux décideurs pour ne pas s'engager dans la transformation profonde des

modèles de développement agricole et des systèmes alimentaires. C'est pourtant ce que requièrent la lutte contre l'insécurité alimentaire et contre les changements climatiques, au Nord comme au Sud. C'est-à-dire l'objectif prioritaire du renforcement des agricultures familiales paysannes, liant travail et capital, agro-écologiques, en rapport direct avec les territoires, pour une bonne gestion des ressources naturelles locales. Ce sont les seules à même de répondre véritablement au défi climatique et alimentaire et à la lutte contre la pauvreté. C'est à l'inverse des systèmes d'agriculture intensive en intrants chimiques et en énergies fossiles qui sont les principaux responsables des émissions de gaz à effet de serre du secteur agricole.

La deuxième dérive concerne l'absence de critères sociaux et environnementaux. D'abord, il n'y a pas de mécanisme de suivi-évaluation et de cadre de redevabilité, ni pour les acteurs engagés, ni pour les projets qui seront promus comme « climate-smart ». Ensuite, il n'y a aucun critère social et environnemental permettant de garantir l'intérêt de ces projets. Enfin, il y a un risque majeur de créer un espace politique concurrentiel aux négociations en cours à l'ONU, qui privilégierait les positions de quelques-uns, et qui s'érigerait en autorité orientant largement les politiques internationales.

Ainsi, ni le concept de « climate-smart agriculture » - ou « agriculture intelligente face au climat » -, ni son Alliance – qui sous-tend des accords déséquilibrés -, ne devraient être inscrits à l'Agenda des solutions porté par la présidence française de la COP21, ou dans l'accord international qui sera adopté à Paris. Il y va de notre avenir-même sur la planète et tout spécialement des populations en développement dans les pays du Sud.